

Défense de l'électronucléaire : pourquoi la participation des parties prenantes est nécessaire

Par Elisabeth Dyck

L'une des difficultés majeures auxquelles doivent répondre les programmes électronucléaires est l'obtention et le maintien de l'appui des parties prenantes, notamment du public. Il en va de même pour les pays qui envisagent d'inclure l'électronucléaire dans leur bouquet énergétique afin de garantir la durabilité de l'énergie et de renforcer le développement industriel et économique.

Le lancement d'un programme électronucléaire nécessite des années de travail préparatoire et un engagement à long terme à l'échelon national tout au long de la mise au point, de la construction, de l'exploitation et, en dernier lieu, du déclassement des installations nucléaires. L'élaboration d'un argumentaire en faveur de l'électronucléaire et l'obtention de l'acceptation du public requièrent la participation de toutes les parties prenantes à chaque étape du processus de planification et tout au long du cycle de vie des installations nucléaires.

« Une communication transparente basée sur les faits avec l'ensemble de la société contribue non seulement à l'introduction et à l'acceptation des programmes électronucléaires, mais aussi au renforcement de la sûreté et de la sécurité », explique Mikhail Chudakov, Directeur général adjoint chargé de l'énergie nucléaire à l'AIEA.

La participation des parties prenantes est l'une des 19 questions relatives à l'infrastructure abordées dans le document sur l'approche par étapes de l'AIEA, document d'orientation structuré que les États Membres utilisent pour développer leurs infrastructures dans le cadre d'un programme électronucléaire. L'AIEA publie des documents d'orientation et organise des

discussions sur les défis communs et les bonnes pratiques en vue de faciliter l'échange de connaissances, d'expérience et de bonnes pratiques relatives à la communication avec toutes les parties intéressées.

« Associer les parties prenantes ne revient pas seulement à promouvoir les avantages de l'électronucléaire ou à expliquer ses risques ou sa complexité », déclare Brenda Pagannone, experte en participation des parties prenantes qui a récemment présidé une réunion sur ce sujet et sur l'information du public à l'AIEA. « Il s'agit d'établir un dialogue et de prendre en compte le rôle et les apports de toutes les parties prenantes dans le processus décisionnel », explique-t-elle.

L'exemple du Ghana

Le Ghana coopère avec l'AIEA à la mise au point d'un programme électronucléaire national. Il a créé une organisation internationale, l'Organisation ghanéenne pour l'établissement d'un programme électronucléaire (GNPPO), en vue de coordonner toutes les activités préparatoires relatives à la mise au point des infrastructures, et a accueilli une mission d'Examen intégré de l'infrastructure nucléaire de l'AIEA.

« Nous sommes conscients qu'il s'agit d'un projet d'envergure nationale, qui requiert l'implication d'un grand nombre de parties intéressées », déclare Ben Nyarko, vice-président de la GNPPO. « Nous collaborons avec les parties prenantes depuis le lancement du programme. C'est ce qui a permis à la GNPPO de communiquer efficacement les exigences et les avantages



(Infographie : F. Nassif/AIEA)

du programme à l'industrie, aux décideurs et au grand public », ajoute-t-il.

Le cas du Kenya

Le Kenya, qui a également sollicité auprès de l'AIEA des orientations relatives à la mise au point d'un programme électronucléaire, a créé l'Office kényan de l'électronucléaire (KNEB) en 2012, en vue de coordonner toutes les activités préparatoires liées à la mise en place des infrastructures nucléaires.

« Le Kenya a effectué un sondage visant à déterminer les intérêts et préoccupations majeurs des parties prenantes, notamment du public, en matière d'électronucléaire », indique Basett Buyukah, directeur de la publicité et des activités de promotion du KNEB. « Le KNEB s'est fondé sur les résultats de ce sondage pour élaborer une stratégie de communication complète et déterminer les activités et les messages, ainsi que les supports à privilégier », ajoute-t-il. Par la suite, le KNEB a lancé un programme solide d'éducation publique, notamment dans les écoles, les établissements d'enseignement supérieur et les universités, et a accueilli des réunions, des conférences et des ateliers s'adressant à différentes parties prenantes.

Une communication ininterrompue

Les activités liées à la participation des parties prenantes ne s'arrêtent pas une fois que la centrale nucléaire a été mise en service. Elles doivent se poursuivre tout au long de la durée de vie utile des installations nucléaires, notamment des réacteurs en exploitation, des installations d'entreposage temporaire de combustible usé et des dépôts de stockage définitif de déchets radioactifs.

« Il est essentiel de construire une relation positive et ouverte avec les communautés locales, à savoir les travailleurs, les familles, les représentants d'autres industries, les dirigeants, les étudiants et les enseignants, afin de préserver un environnement confiant et optimiste », affirme Brenda Pagannone.

FEMMES DU NUCLÉAIRE

Myra Liyana Razali

Responsable de la participation des parties prenantes, Compagnie électronucléaire malaisienne (MNPC)



Myra Liyana Razali est responsable de la participation des parties prenantes et des communications relatives à la mise au point du programme électronucléaire de la Malaisie. Au cours des dernières années, elle a participé et contribué aux réunions et aux missions d'experts de l'AIEA, et elle espère pouvoir aider à développer la participation des parties

prenantes dans l'industrie nucléaire. Elle travaille dans le domaine de l'énergie nucléaire depuis 2007, année où elle est entrée à l'Agence nucléaire malaisienne en tant que responsable de publication.

« Si nous voulons faire progresser encore l'électronucléaire, nous devons transformer les idées négatives sur le nucléaire qui persistent dans le cœur et l'esprit du public. Pour y parvenir de manière efficace, il est primordial d'instaurer la confiance, nouvelle monnaie d'échange en matière de participation des parties prenantes. La confiance nécessite une véritable méthode de communication, qui implique une écoute attentive, un dialogue constructif et une compréhension mutuelle. Aussi difficile que cela puisse paraître, nous devons faire en sorte que notre voix porte plus que le bruit et poursuivre notre action afin de continuer à associer le public. »



Plus de 60 participants de 19 pays se lançant dans un premier programme électronucléaire et de 16 pays exploitant des centrales nucléaires ont pris part à la réunion technique sur la participation des parties prenantes et l'information du public, organisée par l'AIEA du 13 au 16 juin 2017 à Vienne.

(Photo : A. Evrensel, AIEA)